

SITUATION SANITAIRE

ENTRE MONOLOGUE DU VARIANT ET DÉNI DE RÉALITÉ !...

Après les bulles et le caviar, le secrétariat général du ministère de la Justice a enfin tenu un point de situation sur le front de la pandémie de la Covid-19... Tout comme l'ensemble des personnels, la **1^{ère} Organisation Syndicale** du ministère attendait de la précision dans les annonces et des mesures d'exception pour protéger les Agents face au variant Omicron...

Si nos décisionnaires sont capables du meilleur comme du pire, c'est avec une certaine lassitude que l'UNSa Justice constate que, malheureusement pour les personnels, c'est dans le pire qu'ils sont les meilleurs !...

En dépit de 2 longues années de coronavirus, rien ne change, rien ne bouge !... Toujours le même manque de justesse, d'anticipation et de réactivité ! Sans entrer dans une bataille de chiffres, ceux des contaminations et des cas positifs chez les personnels, communiqués par le ministère, sont bien loin de l'ampleur constatée sur le terrain !...

Un ministère toujours aussi peu réactif, un ministère toujours aussi hors-sol !...

L'**UNSa Justice** déplore l'absence d'action, de réaction et d'anticipation dont font preuve ceux qui nous dirigent ! Aujourd'hui, le constat est simple et cruel : c'est bien la sécurité et la santé des agents de la Justice qui sont en péril !... Pendant ce temps, place Vendôme, on préfère se réfugier derrière des circulaires et des notes, en croisant les doigts pour que tout se passe au mieux !...

Aucune annonce n'a été faite pour limiter l'activité des directions contrairement à ce que l'on essaie de vous faire croire !... Aucune directive nationale n'est envisagée pour restreindre le fonctionnement quotidien de la Justice et permettre de limiter les contaminations des personnels !... Quant aux Plans de Continuité de l'Activité (PCA), ils resteront l'Arlésienne de cette crise sanitaire !...

La **1^{ère} Organisation Syndicale** du ministère exige :

- le déploiement immédiat des masques FFP2 pour les personnels qui le souhaitent ;
- la transmission rapide d'un rappel, auprès des gestionnaires, des dispositifs relatifs aux ASA, y compris pour les situations individuelles particulières ainsi que les personnes vulnérables ;
- l'octroi de 3 jours minimum de télétravail pour l'ensemble des Personnels pouvant y prétendre ;
- La limitation de l'activité au sein de chaque direction à ce qui est essentiel ;
- La communication des PCA...

Si le ministre de la Justice a décidé d'abandonner ses personnels dans le creux de la vague Omicron, l'**UNSa Justice** prendra ses responsabilités et saisira si nécessaire, les plus hautes juridictions du pays afin que l'irresponsabilité d'aujourd'hui ne reste pas impunie... A bon entendre !